



Bulletin d'informations et d'analyses sur l'extractivisme ici et en Colombie

Projet accompagnement solidarité Colombie
Mai 2026

« D'Abya Yala au Kurdistan, fleurissons, car la guerre ne peut détruire nos racines »

Telle était la devise de la troisième conférence officielle du mouvement de libération des femmes kurdes, organisée par le réseau Women Weaving the Future, tenue en février 2026, à Bogotá. Se sont réunies plus de 400 femmes de pays divers pour réfléchir la lutte des femmes face à la destruction de la vie et à la crise du capitalisme, qui menace incessamment la reproduction de toute forme de vie. Cette conférence fut dédiée, entre autres, aux mémoires de Sakine Cansiz, de Rosa Luxemburg et d'Alina Sanchez, aussi connue sous le nom de Lêgerîn Çiya. Les dix ans de l'assassinat de Berta Cáceres furent également commémorés.

Riche en cris, chants et danses, cette réunion fut inaugurée par une cérémonie où furent évoqués les esprits du feu, ceux du vent, du sol, de la fumée et de l'eau. Autour d'un autel fait de fleurs, d'aromates et de semences sacrées, abondant d'offrandes remémorant la Terre-Mère (Pachamama) et les femmes assassinées, disparues, diverses bannières aux effigies des

différentes luttes féministes en résistance pour la défense de la vie flottaient au vent. Au centre de l'autel : feu et tambour, un rameau de palo santo et une bougie attisée de sempiternel rituel.

Furent réfléchis collectivement de nouveaux imaginaires, antagonistes aux schémas dessinés par les logiques du patriarcat, du capitalisme et du colonialisme. Une voix d'Haïti souligna l'importance de reconnaître que "cet échec est plutôt un résultat du capitalisme global qu'un problème interne", et qu'en ce sens, ces nouveaux imaginaires se doivent d'être tissés au-delà des frontières, là où la nature est décolonisée, et les êtres qui l'habitent, libérés.

L'objectif de cette rencontre fut de tisser un réseau de résistance plus large à partir des réseaux que chacune a déjà mis en place, un réseau qui converge en une lutte commune: la fin du patriarcat et de l'impérialisme pour la libération des femmes, des corps et des territoires.

Cet espace de dialogue misait sur la diversité au cœur de la lutte, élément conditionnel à la pérennité de la lutte. « La lutte doit être diversifiée, sinon ce n'est

« Je viens d'un territoire où, depuis l'époque de nos grands-parents, le fleuve était synonyme de vie, de nourriture, de rituel, d'identité. Un territoire où l'eau n'était ni une ressource, ni une marchandise. Elle était un lien vivant entre notre peuple, la terre et le lieu que nous habitons. Aujourd'hui, le fleuve est devenu une infrastructure au service du pillage » -Témoignage d'une camarade du Mexique.

pas une lutte. » déclare une camarade d'Équateur. Les propositions ont été brodées dans l'intention de bâtir un chemin de résistance international face à l'architecture de pillage bâti par l'Empire, dans un contexte où l'État a construit "un projet de guerre à nos frontières et que nous sommes confrontées à des projets d'énergies alternatives pervers où les

paramilitaires se reconfigurent dans le cadre de la politique étatique de contrôle des terres" comme le partage une militante de la Colombie.

Sept ateliers ont traité de l'économie, l'éducation, la santé, la communication, les arts et la culture. Le confédéralisme démocratique et la jinéologie ont aussi été abordées, étant des doctrines politiques théorisées au sein du mouvement de libération des femmes kurdes, tout comme l'auto-défense des corps et du territoire.

L'importance de retourner à la cosmovision des peuples autochtones a largement été évoquée : un système de pensées et de valeurs basé sur le ressenti. Une collègue de l'Équateur partage: « Si nos propositions ne touchent pas le cœur, nous ne pouvons pas lutter. Nous retournons à la famille cosmique : penser avec le cœur. ».

Penser depuis le cœur fut, est et sera fondamental à la lutte. D'ailleurs, l'une des principales propositions est que l'éducation populaire soit au cœur de nos pratiques, afin de développer une autocritique à grande échelle et de se réapproprier les savoirs ancestraux, de même que les soins de nos propres corps et communautés. L'éducation étant un moyen déterminant pour reconnaître et valoriser l'économie de soins et, par conséquent, transformer notre conception de l'économie, il nous faut construire une éducation dont la base est l'amour, dont la portée est politique, et dont le centre est la mémoire ancestrale.

En désignant la communication comme un outil de critique et la culture comme un outil de libération, fut réaffirmée l'importance de multiplier les lieux et les moyens d'échange qui encouragent la résistance, comme les cercles de discussion, les murales, les émissions de radio et les fanzines, entre autres.

Accompagnement international en Colombie

Le PASC promeut une vision anti-impérialiste de la solidarité internationale. L'accompagnement agit comme mécanisme de protection auprès des communautés et organisations sociales, tout en ouvrant des espaces pour la construction de liens de solidarité directe.

Intéressé·e à réaliser de l'accompagnement en Colombie?

Visitez notre site web.

Territoire Paysan Agroalimentaire du Carmen de Atrato, Chocó

« Vive la paysannerie du Carmen ! », ont proclamé les leaders de la Plataforma del Campesinado del Carmen de Atrato – une organisation créée en 2022 et qui a lancé l’initiative du Territoire Paysan Agroalimentaire (TECAM) dans la municipalité – lors de son assemblée générale le 2 mai dernier. L’assemblée, organisée par la Plateforma et l’Asociación Comunal del Carmen de Atrato, composée de 14 comités d’action communautaire (juntas de acción comunal), a été l’occasion de faire connaître la figure territoriale du TECAM et de développer des projets dans les différents axes de son Plan de vie digne. Le territoire du TECAM s’étendra sur la majeure partie de la municipalité, à l’exception des zones de réserve autochtone et d’un conseil communautaire.

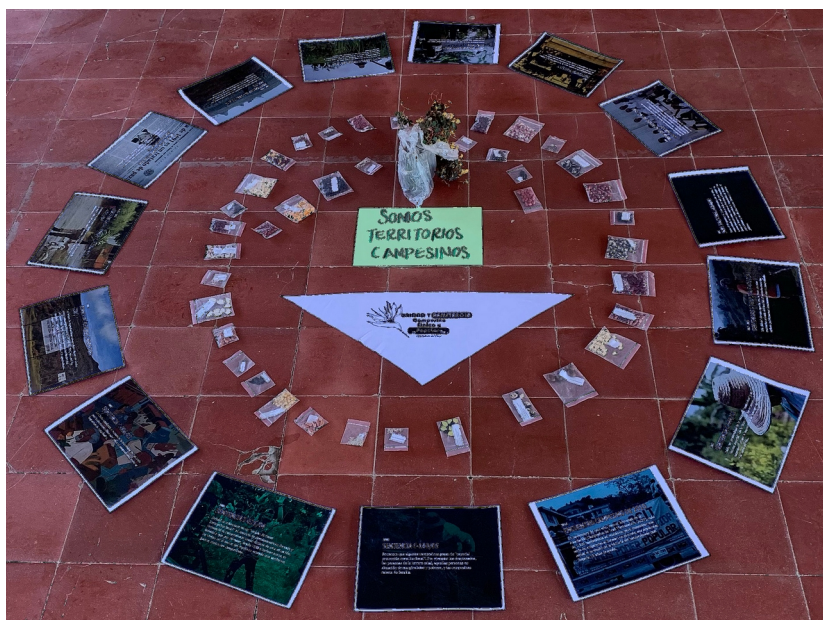
Doris Cardona, membre de la Plateforme et présidente du comité d’action communautaire de sa vereda, a fait part de sa vision pour le territoire : « L’objectif du TECAM est de renforcer à nouveau, au sein de la communauté du Carmen, ses racines agricoles et son autosuffisance, car nous étions un peuple autosuffisant dans le Chocó ». La perte de cette autosuffisance a été associée à deux moments historiques dans la municipalité.

D’abord, le conflit armé et les déplacements qu’il a provoqués, qui ont débuté à la fin des années 80 et ont atteint un point culminant en 1998, ont entraîné un déracinement et une rupture avec les pratiques communautaires dans les veredas. Une partie des personnes déplacées n’est pas revenue sur le territoire et, pour celles qui sont revenues, la méfiance généralisée a empêché de retrouver la vitalité des convites (rassemblements communautaires pour effectuer un travail physique) qui définissaient autrefois la vie de la communauté.

Par la suite, l'arrivée de la mine de cuivre El Roble dans la municipalité a été présentée comme une source importante d'emplois et de ressources pour une population rurale dont le lien avec le travail de la terre s'était déjà affaibli. Cependant, l'économie minière a entraîné des problèmes sociaux au Carmen de Atrato, notamment en matière de consommation. Sur le plan environnemental, les activités minières ont pollué le fleuve Atrato avec du mercure et d'autres déchets, provoquant la disparition des poissons à plusieurs endroits. Cette pollution est particulièrement préoccupante, car elle touche la naissance du fleuve qui est la principale source d'eau douce de la côte pacifique colombienne.

Dans ce contexte, le TECAM apparaît comme une opportunité de renforcer l'économie agricole afin de réduire la dépendance actuelle vis-à-vis de l'économie minière.

Au cours de l'assemblée, la construction d'un centre de collecte dans le village a été identifiée comme une nécessité prioritaire. Ce centre est envisagé comme un lieu destiné à renforcer la commercialisation des produits au niveau local, mais aussi vers Quibdó, dans l'optique de faire du Carmen le grenier agricole du



Chocó, tout comme il l'était auparavant. Il a été proposé d'y intégrer un magasin communautaire, afin de permettre l'accès à des prix abordables pour les produits ne provenant pas du territoire. Cette proposition va de pair avec des projets d'amélioration et d'entretien des routes secondaires, essentiels pour faciliter la commercialisation depuis les veredas.

Le groupe de travail consacré aux droits humains, au conflit et à la paix a identifié plusieurs problèmes sur le territoire, les conflits interethniques constituant une préoccupation majeure. Les limites du TECAM, telles qu'elles sont actuellement prévues, jouxtent différentes réserves autochtones, faisant de cette figure territoriale une source de tensions potentielles entre paysannes et autochtones. Il a été proposé de mettre en place un groupe de travail et de dialogue afin de définir des accords communs. En outre, exiger une coordination institutionnelle entre le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Intérieur et l'Agence nationale des terres a été identifiée.

En ce qui concerne la question des droits à une vie digne, plusieurs propositions de projets ont vu le jour lors de l'assemblée : la création d'un comité et d'un protocole de sécurité pour chaque vereda, l'amélioration des logements, ainsi que la mise en place de potagers familiaux pour garantir la sécurité alimentaire et l'accès à une alimentation saine.

« En tant que femmes leaders communautaires, nous sommes la cible de remarques, de critiques et de moqueries de la part de nombreux hommes », a avoué Doris Cardona. Les femmes font face à des obstacles pour prendre part aux espaces organisationnels. En général, c'est la voix masculine qui prédomine aux rencontres. Lors de la table ronde sur le renforcement organisationnel, la nécessité d'encourager la participation des femmes et, de la même manière, celle des jeunes, a été soulignée.

Enfin, en matière de gestion socio-environnementale, l'une des préoccupations de la communauté concerne le manque d'accès aux informations sur la biodiversité du

territoire ainsi qu'aux plans de gestion et d'impact environnemental. Il est prévu de mettre en place un système collectif de protection de l'environnement fondé sur des études menées en interne. De plus, il a été suggéré de créer des fermes expérimentales afin d'explorer des pratiques agroécologiques et de nouvelles façons d'entrer en relation avec la terre.

L'assemblée générale élargie de la Plataforma del Campesinado et de l'Asociación Comunal del Carmen de Atrato a constitué un moment clé pour l'élaboration du Plan pour une vie digne du TECAM. Au cours des prochains mois, ce document continuera d'être développé afin de progresser vers la formalisation du territoire.

Le Canada affirme que son or est traçable et propre. Nous l'avons retracé...

Résumé d'un article de Justin Scheck, New York Times, 27 avril 2026

Au sein de la nébuleuse industrie aurifère mondiale, où terroristes, trafiquants et dictateurs blanchissent de l'or extrait illégalement, un grand fournisseur garantit que ses produits sont propres et issus de sources éthiques.

La Monnaie royale canadienne affirme pouvoir retracer l'entièreté de son or jusqu'à son origine, grâce à des technologies de pointe dont un logiciel similaire au Bitcoin qu'elle appelle « Bullion Genesis ». La Monnaie royale, soutenue par le gouvernement canadien, assure à ses acheteurs qu'elle ne raffine pas d'or qui soit lié à des « groupes armés non étatiques illégitimes ».

Une partie de cet or provient de plusieurs sources lointaines – notamment des mines colombiennes contrôlées par le cartel Clan del Golfo.

Avant d'arriver au Canada, l'or colombien est mélangé avec de l'or américain par un intermédiaire du Texas.

Aux yeux de la Monnaie royale, le mélange obtenu est alors entièrement nord-américain.

Ce n'est pas qu'une question d'image de marque. Les Canadiens s'absolvent de la responsabilité de vérifier sérieusement s'il a été extrait légalement.

La conseillère juridique de la Monnaie royale, Andrea Kniewasser, a expliqué que l'institution s'est plutôt appuyée sur la diligence raisonnable de son fournisseur texan. « Nous nous assurons de la validité de leur audit », a-t-elle dit.

Cet audit identifie la Colombie comme source d'or. En particulier il identifie la région d'Antioquia, où les liens documentés entre le Clan del Golfo et le commerce de l'or sont bien établis.

es plus gros joueurs de l'industrie assurent au public qu'ils écartent l'or miné illégalement de leurs sources d'approvisionnement, mais ces promesses reposent parfois sur des interprétations tirées par les cheveux.

L'origine de l'or est importante. Avec des prix avoisinant les 5 000 \$/oz, il devient plus rentable que jamais de raser illégalement des forêts tropicales, de polluer des rivières et d'imposer par la violence son contrôle sur les territoires aurifères.

La Piedra, c'est la roche de la résistance, celle qui, dans le soulier des puissants, dérange. C'est celle qui dans sa diversité, constitue notre habitat, vitale à nos existences. C'est la roche qu'on lance. Et c'est la roche exploitée. L'extractivisme ravage toujours davantage ici et ailleurs. C'est au "Canada", sur terres colonisées, que la majorité des entreprises minières du monde ont leur siège social. Les entreprises canadiennes déploient leurs activités en Colombie en toute impunité, profitant et nourrissant la violence politique et sociale qui sévit dans ce pays.

